

La vie d'un surveillant ne vaut pas cher !



Les organisations syndicales se sont rendues à la deuxième réunion proposée par la Ministre : Clairement, la Ministre s'est trompée de salle et se moque du monde !

Pour le gouvernement, la vie d'un surveillant vaut :

- 1100 emplois et rien de mieux !
- Création d'une nouvelle prime annuelle dite de sécurité de 1400 €, spécifique et ciblée sur certains collègues travaillant dans des établissements difficiles : Il en existerait des faciles ?
- Création d'une prime de fidélisation à hauteur de 7900 € versée en deux fois et sous la condition de rester 5 ans dans la même résidence administrative
- Passage de 26 à 40 € de la prime de dimanche et jours fériés
- Rien sur la paye donc les statuts !

L'enveloppe globale de 30 M€ au total, voilà ce que vaut la vie d'un surveillant pénitentiaire !

C'est scandaleux ! L'invention d'une prime de sécurité pour quelques uns est inouïe, d'autant qu'elle s'apparente à une « prime à l'agression » puisqu'elle sera attribuée dans certains sites difficiles comme solde de tout compte en contrepartie de la dangerosité supposée d'un établissement.

Pour la CGT Pénitentiaire, la Ministre n'a pas saisi l'ampleur du malaise. Ses « mesurètes » ne correspondent en rien à ce qui doit être mis en œuvre pour répondre à l'exercice des missions, à l'insécurité quotidienne et au besoin de reconnaissance statutaire des collègues.

Pour la CGT Pénitentiaire, la ministre est disqualifiée comme interlocutrice sur ce conflit. La CGT demande que le gouvernement nomme rapidement une médiatrice ou un médiateur qui revienne vers les personnels avec des mesures concrètes et sérieuses.

Personnels pénitentiaires, nous sommes tous dans l'action, unis, vous ne devez pas vous laisser diviser avec un règlement du conflit pour seulement quelques uns ! Vos missions au quotidien méritent un autre traitement !

La CGT Pénitentiaire appelle l'ensemble des collègues à poursuivre l'action jusqu'à l'obtention de vos revendications.

Parce que votre sécurité n'a pas de prix, tous dans la lutte !

Montreuil, le 23 janvier 2018